

Pour redonner confiance dans l'action collective, **LA CONFRONTATION** **PLUTOT QUE LES PSEUDO-NEGOCIATIONS**

Pour le gouvernement, le «dialogue social» c'est...

...l'habillage des multiples contre-réformes réactionnaires, qui n'ont donné lieu à aucun dialogue préalable et sont tout sauf sociales. Dans l'Éducation elles mettent à mal tous les niveaux : le premier degré (programmes, samedi matin, RASED, droit de grève...), l'enseignement professionnel (suppression des BEP, bac pro en 3 ans...), le lycée (réforme Darcos), le Supérieur (loi LRU...), IUFM (casse de la formation professionnelle des enseignants...), le fonctionnement interne (décentralisation, regroupements d'agences comptables...).

L'offensive est globale et cohérente : tous les services publics (La Poste, énergie...), les garanties sociales et professionnelles et les libertés fondamentales (fichage, sans papiers...)

Le but de ces «réformes» c'est l'alourdissement des conditions de travail, les suppressions de postes, et les menaces sur les statuts des personnels, la précarité érigée en modèle de gestion, le contrôle social et la répression.

Outre les acquis sociaux, il s'agit de casser les solidarités, les services publics, comme la Poste actuellement.

La méthode pour faire passer cette politique, c'est le fameux «dialogue social», stratégie des capitalistes au niveau européen et international (avec comme interlocuteur les confédérations pseudo-syndicales CES et CSI).

Pour les directions syndicales, le «dialogue social» c'est ...

...la signature – souvent sans réel débat dans l'organisation syndicale – d'accords qui reviennent à l'application de mesures déjà décidées et ne laissent aux syndicats que le choix de cautionner ou de s'en aller (comme vient de le faire la CGT éducation sur la réforme des lycées). Les conséquences sont désastreuses, qu'il s'agisse du protocole pour appliquer la réforme du Bac pro cautionné par le SNETAA et le SGEN ou de la «position commune» sur la représentativité syndicale dans le privé, portée par les seules directions de la CGT et de la CFDT, en passant par le relevé de conclusion sur le «dialogue social» dans la Fonction Publique, soutenu entre autres par les directions de la FSU et de Solidaires.

Chaque signature de ces accords a permis au Pouvoir un coup tordu de plus, ridiculisant par la même occasion la stratégie à courte vue des directions syndicales. Ainsi dans le privé, la position commune a servi de levier pour attaquer les 35 h et, dans le second degré, la signature du SNES des «points de convergence» sur la réforme du lycée a permis à Darcos d'annoncer un calendrier et un contenu qui démentent les écrits rassurants de la direction du SNES pour justifier sa signature et son manque d'entrain dans la poursuite de l'action.

Pourtant malgré des résultats aussi désastreux, les directions persistent dans leur caution à cette politique espérant ainsi sauver ou améliorer la reconnaissance et les moyens de leur «boutique», tétanisées par les élections professionnelles, aux enjeux exacerbés par le «dialogue social». Mais elles aggravent ainsi la dérive du syndicalisme vers un simple corps social intermédiaire, interface entre les nécessités du capital et la colère des travailleurs. Et cette colère risque de les prendre pour cible.

Contre ce pouvoir au service du libéralisme, le seul «dialogue» c'est la confrontation, la lutte collective et la solidarité

Pour en finir avec cette stratégie syndicale catastrophique, les directions syndicales doivent d'abord de toute urgence donner un signe fort, en mettant immédiatement un terme à leur collaboration suicidaire avec le pouvoir et en rejoignant les syndicats qui refusent de participer à de pseudos négociations, comme, pour la réforme des lycées, SUD et FO, et maintenant la CGT Education, en retirant leurs signatures des différents protocoles et en quittant les structures de «concertation».

C'est la condition pour que le mouvement syndical, ainsi que les AG aux différents niveaux, se donnent les moyens de reconstruire un rapport de forces à la hauteur et de s'approprier les actions à venir, pour leur donner un autre sens que d'occuper le terrain en vue des élections professionnelles. Notamment en mettant en place une dynamique de grèves et des structures démocratiques pour organiser les luttes, pour que le 7 octobre ne soit pas que la stricte déclinaison française de l'appel pour un «travail décent» de la Confédération Syndicale Internationale -dans le droit fil de la politique d'accompagnement du libéralisme de cette organisation- et pour que le 19 octobre ne soit pas qu'une manif nationale exutoire du dimanche, avant les élections paritaires

Un plan d'action de confrontation avec ce Pouvoir doit converger avec les autres luttes de longue haleine, comme la mobilisation des précaires pour leur réemploi et l'accès de touTEs à un emploi stable et comme la longue grève des travailleurs sans papiers pour le droit au travail, complémentaire de la lutte des collectifs pour la régularisation de touTEs.

Il importe notamment de réaliser la jonction de ces luttes avec celles du reste du mouvement social, à la faveur du contre-sommet « des ponts pas des murs » des 17 et 18 octobre et de l'initiative, qui devrait être une action nationale, dirigée contre le sommet européen des politiques d'immigration des 3-4 novembre à Vichy.

Émancipation, Tendance intersyndicale

23 septembre 2008

@ : er.emancipation@free.fr - site : <http://www.emancipation.fr/emancipa/>